

COMMUNIQUÉ de PRESSE

HAUT CONSEIL POUR LE CLIMAT

Répondre aux urgences sociales pour répondre à l'urgence environnementale

La CGT a décidé de ne pas se rendre le mardi 27 novembre 2018 à l'installation du Haut Conseil pour le Climat, placé sous l'autorité du Premier Ministre.

La CGT considère qu'il ne peut y avoir une prise en compte collective de ces enjeux sans réponses immédiates et ambitieuses aux revendications légitimes des travailleurs et travailleuses. Il y a urgence sociale.

La CGT ne sous-estime pas l'urgence des enjeux liés à la transition énergétique et à la préservation de notre écosystème. C'est l'avenir de notre planète dont il s'agit.

Mais plutôt que de proposer une énième installation d'une structure, le Gouvernement mais aussi le patronat doivent immédiatement ouvrir des négociations afin de répondre à l'urgence sociale.

Il est nécessaire de répondre concrètement aux exigences des salariés, des fonctionnaires, des privés d'emplois, de la jeunesse, des retraités et, plus largement, de toute la population.

Le travail ne permet pas de vivre dignement. En effet, comment changer sa voiture ? Comment aller au travail ? Comment mieux se nourrir ? Comment se soigner ? Comment mieux se loger et se chauffer ? Quand le salaire minimum ne permet plus de vivre décemment, quand l'augmentation du point d'indice pour les agents de la fonction publique est gelée depuis des années, quand les retraites sont rognées, quand l'assurance chômage est sur la sellette et quand, plus largement, la sécurité sociale est démantelée. Pour toutes ces raisons, la CGT est mobilisée et engagée auprès du monde du travail, elle exige du gouvernement mais aussi du patronat :

- un Smic à 1800 euros brut ;
- une augmentation des minima-sociaux ;
- une augmentation générale des salaires pour tous ;
- l'indexation des pensions sur le salaire moyen ;
- la suppression de l'augmentation de la CSG pour les retraités ;
- le rétablissement de l'ISF et une véritable réforme de la fiscalité (par exemple : TVA réduite pour les produits de première nécessité, y compris le gaz et l'électricité) ;
- la prise en charge du déplacement domicile travail par l'employeur.

S'agissant de l'urgence environnementale, la CGT n'a pas attendu Emmanuel Macron pour faire des propositions, notamment :

- une autre réforme de la SNCF pour développer le service public de voyageurs et de fret ;
- un Pôle Public de l'Énergie favorisant le mix énergétique permettant l'accessibilité à tous en tout lieu du territoire ;
- le maintien et le développement de tous les services publics de proximité ;
- un plan de rénovation énergétique des logements ambitieux et financé.

La CGT appelle l'ensemble du monde du travail à se mobiliser. Quelle que soit la couleur du gilet, les légitimes revendications convergent. Dès le samedi 1^{er} décembre 2018, à l'occasion de la journée d'action contre la précarité et pour le droit au travail pour toutes et de tous. Nombreux, exigeons des réponses aux exigences exprimées.

Montreuil, le 26 novembre 2018